



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des Relations avec les Collectivités Locales
Bureau des Affaires Foncières et de l'Urbanisme

Annecy, le 03 mars 2025

Suivi par : Mme C. COSSETTO

Tel : 04 50 33 61 59

Mél : pref-utilite-publique@haute-savoie.gouv.fr

Le préfet de la Haute-Savoie

à

**Monsieur le directeur régional de
l'environnement, de l'aménagement
et du logement
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
Pôle autorité environnementale
5 place Jules Ferry
69 453 LYON Cedex 06**

Objet : saisine de l'autorité environnementale pour examen cas par cas – Mise en compatibilité des PLU de Cranves Sales, Fillinges et Nangy dans le cadre d'une demande de déclaration d'utilité publique relative au projet global de requalification et sécurisation de la RD 903 entre l'autoroute A40 et le carrefour des Chasseurs – projet porté par le conseil départemental de Haute-Savoie

PJ : 1 dossier

J'ai l'honneur de vous solliciter, en qualité d'autorité environnementale, dans le cadre d'une demande d'examen au cas par cas, sur le fondement de l'article R. 104-14 du code de l'urbanisme, au titre de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme nécessaire dans le cadre de la demande de déclaration d'utilité publique dont mon service a été saisi pour le projet visé en objet.

Vous voudrez bien trouver en pièces jointes les documents suivants :

- le formulaire dûment renseigné par le porteur de projet et ses 5 annexes ;

Je tiens à vous préciser que ce projet s'inscrit dans un projet global de requalification et sécurisation de la RD 903 entre l'autoroute A40 et le carrefour des Chasseurs comprenant des aménagements sur 5 communes (Cranves Sales, Fillinges, Nangy, Contamine-sur-Arve et Bonne). Ce projet a fait l'objet d'une évaluation environnementale suite à une décision de la préfète de région du 9 juin 2023, prise après examen au cas par cas.



La présente demande concerne la mise en compatibilité des PLU de 3 communes (Cranves Sales, Fillinges et Nangy).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir m'adresser votre avis, conformément à l'article R104-31 du code de l'urbanisme, dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier, dont vous voudrez bien m'informer par un accusé de réception.

En référence à l'article précité, l'absence de décision au terme de ce délai vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet de Bonneville,
chargé de la suppléance du Secrétaire Général,



Rémy DARROUX